



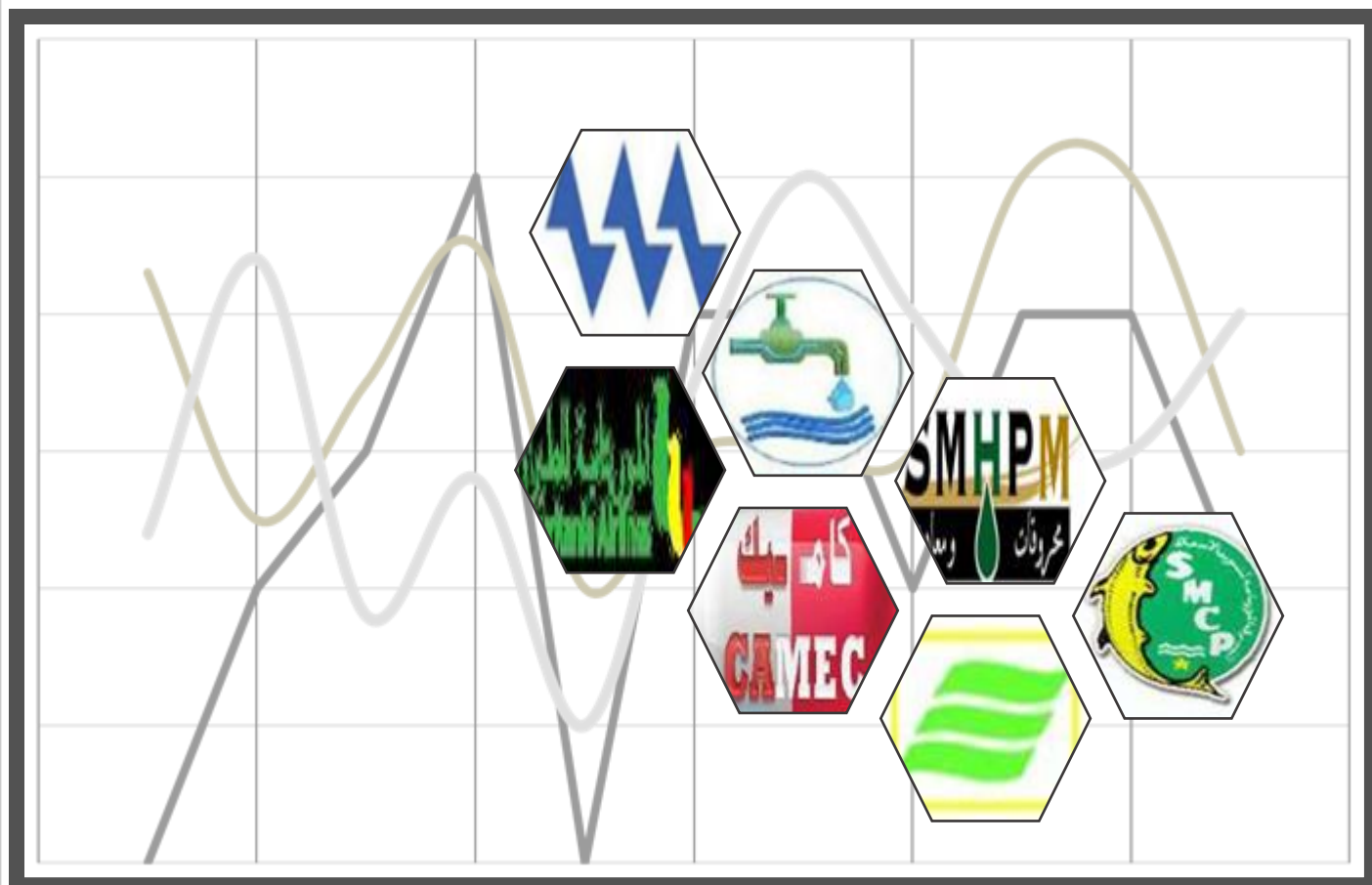
République Islamique de Mauritanie

Honneur – Fraternité - Justice

Ministère des Finances
Direction de la Tutelle Financière

**RAPPORT SUR LES RISQUES
BUDGETAIRES DES ENTREPRISES
PUBLIQUES**

20
20



Sommaire

Liste d'acronymes	3
RESUME EXECUTIF	4
I. Évolution de l'économie en 2021	6
II. Aperçu général sur les entreprises publiques en Mauritanie	7
III. Vue d'ensemble des entreprises sélectionnées pour l'analyse	8
IV. ANALYSES DES PERFORMANCES ET ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES PAR ENTREPRISE	11
IV.1 LA SOCIETE MAURITANIENNE DE L'LECTRICITE (SOMELEC)	11
1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE	11
2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE	12
IV.2 SOCIETE NATIONALE DE L'EAU (SNDE)	13
1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE	13
2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE	14
IV.3 MAURITANIA AIRLINES (MAIL)	15
1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE	15
2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE	16
IV.4 SOCIETE NATIONALE DES AMENAGEMENTS AGRICOLES ET DES TRAVAUX (SNAAT)	17
1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE	17
2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE	18
IV.5 CENTRALE D'ACHAT DES MEDICAMENTS, EQUIPEMENTS ET CONSOMMABLES (CAMEC)	19
1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE	19
2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE	20
IV.6 LA SOCIETE MAURITANIENNE DES HYDROCARBURES (SMH)	21
1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE	21
2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE	22
IV.7 SOCIETE MAURITANIENNE DE COMMERCIALISATION DU POISSON (SMCP)	23
1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE	23
2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE	24
V. SYNTHESE DES RISQUES BUDGETAIRES DES ENTREPRISES PUBLIQUES SELECTIONNEES	25
VI. MESURES DE MITIGATION ENVISAGEES	26
ANNEXES	28
ANNEXE 1: Liste des entreprises commerciales	28

ANNEXE 2 : Dettes financière des entreprises publiques (en millions MRU)	31
ANNEXE 3 : Répartition des dettes des entreprises publique en 2020 (en millions MRU).....	32
ANNEXE 4: Définition et mode de calcul des risques.....	34

Les Tableaux et les Figures :

Tableau 1: Détails de ladette des entreprises publiques	7
Tableau 2: données générales des 7 entreprises sélectionnées (en millions MRU)	9
Tableau 3: Répartition des dettes des 7 entreprises publiques sélectionnées	9
Tableau 4: Répartition des dettes en souffrance et restructurées	10
Tableau 5: MATRICE CONSOLIDEE DES RISQUES BUDGETAIRES (Millions mru)	25
Figure 1: Classifications des cotes des entreprises.....	26
Figure 2: distribution des risques budgétaires.....	26

Liste d'acronymes

ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BID	Banque Islamique de Développement
CAMEC	Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels, Equipements et Consommables Médicaux
CDD	Caisse des Dépôts et de Développement
CNHY	Commission Nationale des Hydrocarbures
DTF	Direction de la Tutelle Financière
EPA	Établissements publics à caractère administratif
EPIC	Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial
FADES	Fonds arabe de développement économique et social
MAIL	Mauritania Airlines
MAURITEL	Société Mauritanienne des Télécommunications
PIB	produit intérieur brut
SEM	Sociétés d'économie mixte
SMCP	Société Mauritanienne de Commercialisation de Poissons
SMHPM	Société mauritanienne des hydrocarbures et de patrimoine minier
SN	Société Nationale
SNAAT	Société Nationale d'Aménagement Agricole et des Travaux
SNDE	Société Nationale des Eaux
SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière
SOMELEC	Société mauritanienne d'électricité
SONELEC	société nationale de l'Eau et de l'Electricité
SP	Statut Particulier

RESUME EXECUTIF

Le présent rapport, portant la déclaration du Gouvernement sur les risques budgétaires au titre de l'exercice 2020, a pour finalité l'amélioration de la gestion des risques dont la réalisation pourrait entraver la bonne exécution de la programmation budgétaire, autorisant ainsi l'assurance d'une bonne mise en œuvre de la politique économique et sociale du Gouvernement. Il résulte des efforts entrepris par le Gouvernement afin de se doter des outils modernes de gestion des finances publiques et de transparence budgétaire.

Au titre de ce premier rapport, la déclaration a porté sur les risques budgétaires inhérents liés aux entreprises publiques, à savoir principalement :

- le risque de contre-performances opérationnelles. Certaines entreprises publiques connaissent des contre-performances opérationnelles, accumulant des déficits d'exploitation, pouvant aller jusqu'à menacer sa continuité d'exploitation, requérant de l'Etat des dépenses additionnelles, sous formes diverses, en vue de leur restructuration. Ces dépenses constituent un risque budgétaire à identifier et à traiter ;
- les risques liés aux passifs conditionnels de l'État vis-à-vis des entreprises publiques. Ces risques résultent des engagements donnés par l'Etat en garantie d'un passif accordé à une entreprise publique, et dont la réalisation dépend de la survenance d'un événement en dehors de son contrôle et qui induirait une hausse imprévue des dépenses publiques ou de la dette de l'État, créant ainsi une déviation par rapport aux prévisions initiales. Dans le cadre de la présente analyse, l'accent est mis sur les risques liés aux garanties émises par l'État et les prêts rétrocédés ;
- le risque lié au non recouvrement des dettes publiques de l'Etat sur les entreprises publiques, lorsqu'elles sont compromises par un risque de contre-performance.

L'analyse a couvert sept entreprises jugées constitutives des zones de risques budgétaires majeures, concentrant, à elles seules, 76% du stock de passifs conditionnels et la quasi-totalité des déficits liés aux contre-performances opérationnelles. En effet, la sélection de ces sociétés, dont le processus est détaillé dans le corps du présent rapport (cf.P.3), a été opérée sur la base de l'importance relative de leur niveau d'endettement.

La méthodologie d'approche suivie pour l'analyse s'est déclinée ainsi qu'il suit :

- En premier lieu, les risques budgétaires ont été estimés par entreprise publique, sur la base d'une analyse de ses performances financières. Les résultats de l'analyse financière opérée permettent de déterminer la cote de risque liée à l'institution, auquel correspond un taux de provisionnement du risque y identifié. En principe, tous les crédits reçoivent la cote de l'institution, sauf certains cas particuliers justifiés par la nature du crédit.

La classification des cotes de risques retenus est ainsi qu'il suit :

Cote	Taux de provisionnement
Élevé (E)	100%
Significatif (S)	75%
Modéré (M)	50%
Faible (F)	25%
Ordinaire (O)	0%

- En second lieu, les risques dégagés par entreprise sont consolidés, évalués et classifiés sur la base d'une matrice risque-impact élaboré à cet effet.

Des analyses opérées, il ressort qu'au 31 décembre 2020, les entreprises sélectionnées font état d'un risque budgétaire global estimé à 34 810 Millions mru, représentant près de 12% du PIB. Trois entreprises, à savoir la SOMELEC, la MAIL et la SNDE concentrent 99% du risque estimé, dont l'essentiel est constitué de risques sur prêts garantis et des risques de contre-performance.

I. Évolution de l'économie en 2021

Après avoir subi une contraction en 2020, l'activité économique s'est redressée en 2021. Selon les dernières estimations, la croissance s'est établie à 3% en 2021 (après une contraction de 1,8 % en 2020), principalement tirée par les activités des secteurs non extractifs ([3,6%]) et sous l'impulsion des secteurs des transports, de construction et des services financiers. Les industries extractives ont connu une forte contraction 12% due à un incendie qui a détruit des unités de production de la compagnie d'extraction d'or (TASIAST). Toutefois, les prix record sur les marchés internationaux des produits miniers ont largement soutenu les positions financières dans le secteur.

La loi de finances rectificative 2021 s'est inscrite dans la poursuite des efforts de mobilisation des ressources, de lutte contre la pandémie du COVID-19, et de relance économique, conformément aux objectifs de solidarité et de justice sociale et en cohérence avec l'évolution de la conjoncture nationale et internationale. Elle prévoyait un accroissement des dépenses sociales et de l'investissement public, notamment pour accélérer encore la mise en œuvre du ProPEP. Compte tenu de l'embellie dans l'industrie minière, les recettes fiscales et non fiscales tirées des industries extractives ont augmenté et les dividendes versés par la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) et d'autres entreprises publiques au budget ont fortement augmenté. Finalement, le solde primaire hors dons a été excédentaire de 1,1% du produit intérieur brut non extractif (PIBNE), contre un excédent primaire de 1,4 % enregistré en 2020. Les efforts pour mobiliser des financements concessionnels ont permis à la dette publique extérieure de se maintenir à environ 48 % du PIB en fin 2021.

Les termes de l'échange ont continué à s'améliorer en 2021, à la faveur d'une hausse soutenue des cours du minerai de fer et de l'or. Les réserves internationales se sont établies à environ 2,3 milliards de dollars (soit près de [huit mois d'importations] prospectives hors industries extractives) en 2021, contre 1,5 milliard de dollars (soit près de [sept mois d'importations] prospectives hors industries extractives) en fin 2020. La vigueur des exportations, le financement par les bailleurs (y compris le FMI) et l'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20, qui a dépassé 700 millions de dollars, sont à l'origine de cet accroissement des réserves internationales

La croissance du crédit s'est redressée en 2021 sur fond d'expansion monétaire. La croissance de la masse monétaire est restée élevée, à 20,4 % en décembre 2021, sous l'effet de l'accumulation des réserves de change et des opérations d'achats d'or de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM). En raison des coûts de stérilisation, la BCM a suspendu ses opérations monétaires en mars 2021. En conséquence, la croissance du crédit s'est accélérée à 8,4 % en décembre 2021 après avoir atteint son plus bas niveau historique en mars 2021. Les prêts improductifs se sont établis à 22,7 % en décembre 2021, contre 24,1 % fin 2020. Bien que le système bancaire demeure bien capitalisé, le ratio de solvabilité a légèrement diminué, passant de 19,9 % en fin 2020 à 18,1 % en fin 2021. Toutefois, la position de change nette ouverte du secteur bancaire a continué d'augmenter à des niveaux nettement supérieurs aux normes prudentielles (37.4 % en fin 2021 contre la norme de 20 %). Les prévisions à décembre 2022 indiquent un taux de l'inflation de 7,5 % en glissement annuel, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers.

II. Aperçu général sur les entreprises publiques en Mauritanie

Au 31/12/2020, le portefeuille des entreprises publiques compte 160 entreprises réparties, selon la classification de l'ordonnance 90-09, ainsi qu'il suit : 94 Établissements publics à caractère administratif (EPA) ; 24 Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC); 17 Sociétés nationales (SN); 11 Sociétés d'économie mixte (SEM), auxquelles s'ajoutent 14 établissements publics à statut particulier. Ces entreprises se répartissent sur 21 secteurs différents et emploient, au 31 décembre 2020, plus de 29 000 employés, contribuant, en termes de valeurs ajoutées, à hauteur de 15% au PIB, et disposant d'un total d'actif de 26, 38 milliards MRU.

Parmi ces entreprises, seules 50 exercent des activités commerciales et le reste, principalement des EPA, assurent des missions de service public (éducation, santé,..), fonctionnant, en grande partie, par des transferts de l'Etat, sous forme des subventions annuelles inscrites dans la loi des finances.

Le volume global des dettes des entreprises publiques s'élève à 44,367 milliards MRU au 31 décembre 2020, soit 15.7% du PIB, accusant ainsi une augmentation moyenne de 4,1% sur la période allant de 2016 à 2020 :

Tableau 1: Détails de ladette des entreprises publiques

	Dettes (en millions mru)	%	Observation
Dettes rétrocedées	2 090,69	4,71%	Il s'agit des emprunts contractés par l'Etat auprès des bailleurs de fonds en faveur de certaines entreprises publiques pour financer leur plan d'investissement et celles-ci s'engagent à rembourser ces emprunts à l'Etat selon des conventions bien précises. Les dettes rétrocedées se chiffrent en 2020 à 2 090,692 millions et représente 4,71% du total des dettes des entreprises publique, réparties entre 5 entreprises publiques : SOMELEC, SNDE, MAIL, SNIM, MAURIPOST et SAM.
Dettes garanties	20 125,17	45,36%	Ce sont des dettes contractées auprès des institutions financières par les entreprises publiques dont l'Etat s'engage à rembourser au cas où l'entreprise bénéficiaire fait face à des difficultés de paiement. Les dettes garanties se chiffrent en 2020 à 20 125,168 millions soit 45,36% du total de la dette des entreprises publiques, réparties entre 3 entreprises publiques (SOMELEC, SNDE et CDD).

	Dettes (en millions mru)	%	Observation
Dettes de prêts budgétaires	4 524,82	10,20%	Les prêts budgétaires sont des prêts octroyés par l'Etat ou des avances consenties par le Trésor publique en faveur des entreprises publiques, auxquels s'ajoutent les prêts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et de Développement (CDD). Les prêts budgétaires se chiffrent en 2020 à 4 524,823 millions, représente 10,20 % du total des dettes des entreprises publique, réparties entre 11 entreprises publique.
Dettes directes des administrations non gouvernementales	17 626,18	39,73%	Il s'agit des dettes financières contractées auprès des institutions non étatiques. Elles se chiffrent en 2020 à 17 626,18 millions, soit 39,37% du total des dettes des entreprises publiques, réparties entre 16 entreprises.
Total	44 366,87	100,00%	

III. Vue d'ensemble des entreprises sélectionnées pour l'analyse

Sur l'ensemble des entreprises publiques, sept ont été sélectionnées pour les besoins de l'analyse des risques budgétaires sur la base de l'importance relative de leur niveau d'endettement financier sur les trois dernières années, en excluant les trois entreprises (SNIM, Mauritel et la CDD) qui ne sont pas soumises à l'ordonnance 90-09 régissant les entreprises publiques. Les entreprises sélectionnées, que sont la SOMELEC, la SNDE, la MAIL, la SNAAT, la CAMEC, la SMH et la SMCP opèrent dans 5 secteurs différents et présentent, au 31/12/2020, un total d'actif de 69 757 millions MRU.

La dette de ces entreprises qui s'élève à 32,808 millions MRU, formant 73,9% de la dette totale des entreprises publiques (y compris les dettes de la SNIM, de la Mauritel et de la CDD) et 11,1% du PIB, se répartit, par nature, ainsi qu'il suit :

- **Dettes r troced e** : 1 538,979 millions, soit 4,69% du total des dettes ;
- **Dettes garanties** : 19 422,170 millions, soit 59,20% du total des dettes ;
- **Dettes de prêts budgétaires** : 4 288,838 millions, soit 13,07% du total des dettes ;
- **Dettes directes des administrations non gouvernementales** : 7 557,723 millions, soit 23,04% du total des dettes.

Tableau 2: données générales des 7 entreprises sélectionnées (en millions MRU)

	Secteur d'activité	Classification	Part globale de l'Etat	Total actif	Dettes totales	% de la dette globale des EP
SOMELEC	Mines et énergie	SN	100%	37 433	19 889	44,8%
SMHPM	Mines et énergie	SN	100%	8 189	7 172	16,2%
MAIL	Transport et infrastructures	SEM	95%	6 188	4 260	9,6%
SNDE	Eaux	SN	100%	15 000	733	1,7%
CAMEC	Commerce	SN	100%	1 069	332	0,7%
SNAAT	BTP	SN	100%	797	311	0,7%
SMCP	Commerce	SEM	70%	1 080	111	0,2%
TOTAL				69 757	32 808	73,9%

Tableau 3: Répartition des dettes des 7 entreprises publiques sélectionnées

	Dettes totales (en millions MRU)	Dettes rétrocédées /dettes totales	Dettes garanties/dettes totales	Dettes de prêt budgétaire/dettes totales	Dettes directes des administrations non gouvernementales/dettes totales	Dettes totales/PIB	(Impôts payés +dividendes versés)/PIB
SOMELEC	19 888,517	1,85%	96,36%	0,05%	1,73%	6,76%	0,06%
SMHPM	7 171,699	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	2,44%	0,01%
MAIL	4 260,019	25,01%	0,00%	74,94%	0,05%	1,45%	0,01%
SNDE	733,365	14,35%	35,01%	45,33%	5,31%	0,25%	0,01%
CAMEC	332,232	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	0,11%	0,01%
SNAAT	311,341	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	0,11%	0,05%
SMCP	110,538	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	0,04%	0,08%
TOTAL	32 807,711	4,69%	59,20%	13,07%	23,04%	11,14%	0,21%

Comme il ressort du tableau qui suit, au 31 décembre 2020, 63,92 % des dettes des entreprises consultées, totalisant 20 971,127 millions mru, sont en souffrance, dont :

- 19 543,720 millions mru concernent la SOMELEC, s'agissant essentiellement des dettes rétrocédées et garanties par l'Etat auprès, notamment, du FADES et de la BID ;
- 361, 956 millions de dettes en souffrance de la SNDE constituées des dettes rétrocédées héritées de l'ex SONELEC et d'emprunts garantis par l'Etat auprès de l'IDA ;
- 1065,45 millions dettes en souffrance de la MAIL.

On note, par ailleurs un montant de 571,877 millions de dettes restructurées au 31 décembre 2020, réparties entre deux entreprises :

- la CAMEC pour 332,232 millions représentant des avances de Trésor qui ont fait l'objet d'une convention de restructuration avec l'Etat ;
- la SNAAT un montant de 239,645 millions classée comme dette restructurée, l'Etat ayant transféré son objet à un Groupement d'intérêt Economique (GIE) des agriculteurs et à la CDD.

Tableau 4: Répartition des dettes en souffrance et restructurées

	Total dette en souffrance(a) (en millions MRU)	Total dette restructuré(b)	(a+b)/dette totale	% de la dette rétrocedée en souffrance ou restructuré	% de la dette garantie en souffrance ou restructuré	% de la dette de prêt budgétaire en souffrance ou restructuré
SOMELEC	19 544		98%	1,88%	98,06%	0,05%
SMHPM	0		0%			
MAIL	1 065		25%	100,00%	0,00%	0,00%
SNDE	362		49%	29,08%	70,92%	0,00%
CAMEC	0	332	100%			
SNAAT	0	240	77%			
SMCP	0	0	0%			

IV. ANALYSES DES PERFORMANCES ET ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES PAR ENTREPRISE

IV.1 LA SOCIETE MAURITANIEENNE DE L'ELECTRICITE (SOMELEC)

1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE

Comme indiqué dans le tableau, et illustré par les graphiques, ci-contre :

- La SOMELEC fait état, au titre des exercices 2016 à 2020, d'une perte moyenne d'exploitation annuelle de 187.86 M mru. Ce déficit est dû principalement au blocage des prix de l'électricité et de l'envol des prix des intrants, notamment ceux des hydrocarbures. Il s'aggrave, donc, structurellement, d'année en année, le rapport entre les charges et le chiffre d'affaires ayant évolué de 104% en 2016 à 112% en 2020, avec une moyenne annuelle de 111% (Tableau 1).
- Les déficits récurrents constatés ont conduit l'institution à une situation d'insolvabilité critique : le ratio d'insolvabilité moyen, au titre des exercices 2016 à 2020, est de 854%. Les dettes de l'institution représentent, donc, plus de l'octuple de tout son actif, ce qui la rend dans l'impossibilité de faire face à ses créances, et donc dans une situation d'insolvabilité certaine. Cette situation est fortement reflétée par la dégradation de sa situation nette, qui ne représente plus que 54% du capital social au 31/12/2020, malgré une capitalisation opérée en 2019 (Tableau 2).
- La situation nette de la Société, et donc le niveau de ses capitaux propres, étant, au titre de la période de référence, insuffisants, la SOMELEC fonctionne sur des dettes, pour l'essentiel, avec un fonds de roulement et une trésorerie négatifs en permanence (tableau 3).

Tableau 1: Indicateurs de rentabilité

Tx d'évolut° du T.Charges CA Taux de rentabilité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Tx d'évolut° du T.Charges CA	104,42%	102,8%	105,5%	123,7%	112,7%	111,2%
Capitaux propres	1 287,29	1 303,09	1 224,25	8 412,81	8 255,32	4 096,55
Résultat net de la période	22,31	27,47	- 43,92	- 893,05	- 52,12	- 187,86
Taux de rentabilité	1,73%	2,11%	-3,59%	-11%	-0,63%	- 0,02

Tableau 2: Indicateurs de solvabilité

Perte en capital Insolvabilité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Capital social	6 634,33	6 634,33	6 634,33	14 736,42	14 736,42	9 875,17
Situation nette	1 056,79	1 077,03	994,47	8 133,93	7 974,62	3 847,37
Perte en capital	- 0,84	- 0,84	- 0,85	- 0,45	- 0,46	- 0,69
Dettes financières	13 750,17	14 888,54	19 574,13	18 162,88	20 010,53	17 277,25
Insolvabilité	10,68	11,43	15,99	2,16	2,42	8,54

Tableau 3: Endettements et liquidité

Couverture de la dette Marge d'autofinancement
Taux de liquidité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Couverture de la dette	4%	4%	3%	-1%	1%	2%
Marge d'autofinancement	11%	11%	7%	-7%	11%	7%
Taux de liquidité	55%	66%	88%	89%	87%	77%
Trésorerie nette	- 1 109	- 1 704	- 1 793	- 1 550	- 1 025	-1 436

2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE

Comme constaté précédemment, la société est dans une situation de déficit et d'insolvabilités générale et financière structurels, largement reflété par le caractère régulier et sévère de la détérioration des principaux indicateurs consultés au titre des années de référence. Cet état de fait fonde le caractère **élevé et sévère** du risque attribué à l'institution, qui justifie les risques budgétaires suivants, en termes de nature et de fortes probabilités d'occurrence :

Nature du risque	Fondement	Probabilité d'occurrence	Estimation globale du risque (Million mru)	Taux de provisionnement	Impacts sur le budget
1. Risques liés à la contre-performance de SOMELEC	Nécessité de restructurer la société et de, au moins, reconstituer son capital	Elevé	6 800	100%	6 800
2. Risque lié à l'accès préférentiels aux crédits garantis souverainement par l'Etat)	Déficits et Incapacité financière de la société	Elevé	19 165	100%	19 165
3. Risques sur les Prêts rétrocédées par l'Etat		Elevé	368	100%	368
4. Dettes financières non garanties des entreprises publiques		Elevé pour les dettes de l'Etat	10	100%	10
Total			26 343	100%	26 343

IV.2 SOCIETE NATIONALE DE L'EAU (SNDE)

1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE

La SNDE accuse, au titre des exercices 2016 à 2020, une perte moyenne d'exploitation annuelle de 557.95 M mru (tableau 1). Ce déficit et le taux de rentabilité négatif qui en résulte ne reflètent pas la réalité de la performance de la société dans la mesure où il intègre les dotations aux amortissements des ouvrages de production, qu'elle immobilise alors qu'ils ne lui appartiennent pas, et par conséquent, ils ne doivent pas figurer dans son actif, ni affectés en termes d'amortissement ses résultats. En effet, ils sont classés par l'article 11 de la loi 2005-030 portant code de l'Eau comme faisant partie du domaine public hydraulique artificiel de l'Etat, et donc ses propriétés, inaliénables et imprescriptibles. La réintégration de la charge d'amortissement de ces ouvrages rendrait la société bénéficiaire, et annulerait, donc la perte en capital affichée et mettrait la société à l'abri de tout risque d'insolvabilité, sachant que le cumul de ces déficits apparents n'a que faiblement affecté le pronostic vital de l'institution: le ratio d'insolvabilité moyen, au titre des exercices 2016 à 2020, n'étant que de 2% de ses capitaux propres nets (Tableau 2).

En revanche, la société est peu liquide ; son actif circulant ne couvrant que 87% de son encours de dettes à court terme, en moyenne sur toute la période de référence. Il en résulte une trésorerie négative en permanence. Sa capacité de couverture de sa dette, et sa marge brute d'autofinancement, en moyenne, sur la période de l'étude, de 6% et 11%, restent très modestes (Tableau 3). Cette situation s'explique par trois facteurs essentiels, en plus du modèle d'entreprise à refonder :

- la SNDE, à sa création, n'a pas fait l'objet d'une dotation en capitaux propres suffisants ;
- le taux élevé de non recouvrement des prestations facturées, notamment auprès des entreprises et institutions de l'Etat, dont les arriérés sont estimés à 1 958 912 331 MRU au 31.12.2020. le taux de recouvrement global ne dépasse pas 60% à cette date.

Tableau 1: indicateurs de rentabilité

Tx d'évolut° du T.Charg/ CA Taux de rentabilité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2 020	Moy. Aritm
Tx d'évolut° du T.Charg/ CA		4,3%	11,9%	0%	16,5%	8,3%
Capitaux propres	14 079,39	13 027,82	12466,08	12065,53	11443,7	12 616,5
Résultat net de la période	- 497,97	- 567,77	-579,93	- 434,66	-709,40	- 557,95
Taux de rentabilité	-3,54%	-4,36%	-4,65%	-3,60%	-6,20%	- 0,04

Tableau 2: Indicateurs de solvabilité

Perte en capital Insolvabilité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy. Aritm
Capital social	15 710	15 710	15 710	15 710	15 710	15 710
Situation nette	14 079	13 028	12 466	12 066	11 444	12 617
Perte en capital	-10%	-17%	-21%	-23%	-27%	-20%
Dettes financières	397	282	286	285	278	306
Insolvabilité	3%	2%	2%	2%	2%	2%

Tableau 3: Endettement et liquidité

Couverture de la dette Marge d'autofinancement
Taux de liquidité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2 020	Moy. Aritm
Couverture de la dette	17%	-6%	0%	10%	12%	6%
Marge d'autofinancement	18%	9%	2%	10%	16%	11%
Taux de liquidité	137%	77%	71%	72%	76%	87%
Trésorerie nette	- 211	- 269	- 325	- 307	- 315	- 285

2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE

Il ressort des développements précédents, que la société présente un risque de contre-performance lié à la nécessité de la mise à niveau de sa trésorerie. Il est requis que l'Etat prenne en charge, au moins la créance de la société sur son administration et ses institutions. Une fois, la société ainsi renflouée, elle serait en mesure de payer toutes ses dettes vis-à-vis de l'Etat, sachant que des mesures d'assainissements intégrées de la société sont requises. Cet état de fait fonde le caractère **significatif** du risque attribué à la SNDE, justifiant les risques budgétaires suivants, en termes de nature et de probabilités d'occurrence :

Nature du risque	Fondement	Probabilité d'occurrence	Estimation globale du risque (Million mru)	Taux de provisionnement	Impacts sur le budget (Million mru)
1. Risques liés à la contre-performance de SNDE	Nécessité d'améliorer la trésorerie de la société	Significatif	1 960	75%	1 470
2. Risque lié à l'accès préférentiels aux crédits (prêts garantis souverainement par l'Etat)	Inhérents	Significatif	258	75%	192.75
3. Risques sur les Prêts rétrocédées par l'Etat		Significatif	105	75%	78.75
4. Dettes financières non garanties des entreprises publiques		Significatif	332	75%	249
Total			2 654		1 991

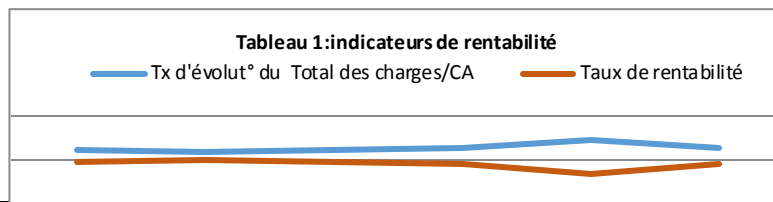
IV.3 MAURITANIA AIRLINES (MAIL)

1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE

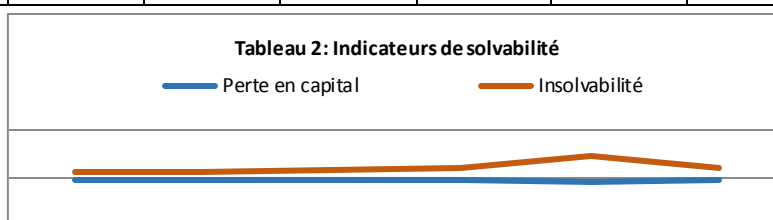
Comme indiqué dans le tableau, et illustré dans les graphiques, ci-contre, la MAIL a enregistré, au titre des exercices 2016 à 2020, une perte moyenne d'exploitation annuelle de 237.2 M mru. Ce déficit est récurrent, et donc structurel, avec un taux de rentabilité, permanemment négatif, sensiblement aggravé par la crise du Covid à partir de 2019, mais fondamentalement justifié par des difficultés commerciales dans un secteur très concurrentiel (Tableau 1).

Ces déficits récurrents enregistrés ont conduit l'institution à une situation d'insolvabilité critique. En effet, le ratio d'insolvabilité moyen, au titre des exercices 2016 à 2020, est de 468%. Les dettes de l'institution représentent, donc, plus du quadruple de ses capitaux propres, ce qui la rend dans l'impossibilité absolue de faire face à ses dettes, et donc dans une situation d'insolvabilité certaine. Cette situation est fortement reflétée par la dégradation de sa situation nette, qui ne représente plus que 20% du capital social au 31/12/2020. Son taux couverture de ses dettes et sa marge d'autofinancement sont négatifs (Tableau 2).

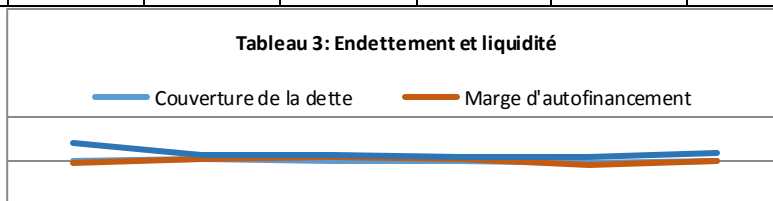
La situation nette de la Société, et donc le niveau de ses capitaux propres, étant, au titre de la période de référence, insuffisants, la MAIL fonctionne principalement grâce aux dettes, avec un fonds de roulement et une trésorerie négatifs en permanence (Tableau 3).



Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Ari tm
Tx d'évolut° du Total des charges/CA	115,5%	104,5%	122,8%	139%	226,0%	148,0%
Capitaux propres	1 333	1 314	1 253	922	376	12 617
Résultat net de la période	- 160,29	- 19,05	- 88,73	- 340,68	- 577,26	-237,20
Taux de rentabilité	-12,03%	-1,45%	-7,08%	-36,94%	-153,49%	- ,42



Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Ari tm
Capital social	2 099	2 099	2 099	2 099	2 099	2 099
Situation nette	1 333	1 314	1 253	922	376	1 040
Perte en capital	-37%	-37%	-40%	-56%	-82%	-50%
Dettes financières	1 755	1 761	1 761	1 761	1 761	1 760
Insolvabilité	132%	134%	140%	191%	468%	213%



Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Ari tm
Couverture de la dette	-3%	7%	3%	-4%	-11%	-2%
Marge d'autofinancement	-5%	12%	15%	6%	-20%	2%
Taux de liquidité	80%	27%	29%	16%	19%	34%
Trésorerie nette	120	- 311	- 918	- 2 021	- 2 207	- 1 067

2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE

Comme exposé précédemment, la société est dans une situation de déficit et d'insolvabilités générale et financière structurels, largement reflété par le caractère continu et sévère de la détérioration des principaux indicateurs analysés au titre des années 2016 à 2020. Cet état de fait fonde le caractère **élevé et sévère** du risque attribué à l'institution, qui justifie les risques budgétaires suivants, en termes de nature et de fortes probabilités d'occurrence :

Nature du risque	Fondement	Probabilité d'occurrence	Estimation globale du risque (Million mru)	Taux de provisionnement	Impacts sur le budget (Million mru)
1. Risques liés à la contre-performance de MAIL	Nécessité de restructurer la société et de, au moins, reconstituer son capital	Elevé	1 730	100%	1 730
2. Risque lié à l'accès préférentiels aux crédits (prêts garantis souverainement par l'Etat)	Déficits et Incapacité financière de la société	Elevé	0	100%	0
3. Risques sur les Prêts rétrocédés par l'Etat		Elevé	1 065	100%	1065
4. Dettes financières non garanties des entreprises publiques		Elevé pour les dettes de l'Etat	3 192	100%	3 192
Total			5 987	100%	5 987

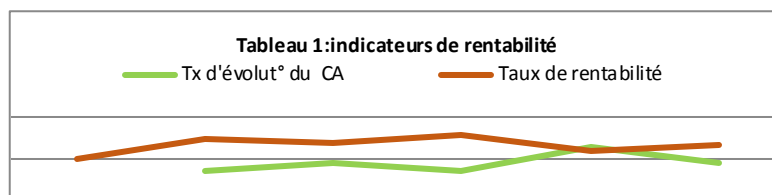
IV.4 SOCIETE NATIONALE DES AMENAGEMENTS AGRICOLES ET DES TRAVAUX (SNAAT)

1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE

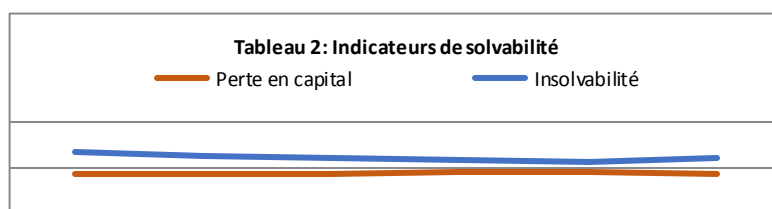
Comme indiqué dans les tableaux, et illustrés par les graphiques, ci-contre la SNAAT, après un cumul important de pertes au 31 décembre 2015, a enregistré, au titre des exercices 2016 à 2020, un bénéfice moyen d'exploitation annuelle de 231.99 M mru, soit un taux de rentabilité moyen, au titre de la même période de 16% (tableau 1). Ces bénéfices ont été continus et progressifs, tout le long des exercices 2016 à 2020 (tableau 2), améliorant :

- la situation nette de la société de plus 148%, et atténuant, par ricochet, la perte en capital de 43%, en la réduisant de -77% en 2015 à -44% en 2020, ainsi que son insolvabilité, dont taux a chuté de plus de 60%, allant de 179% à 72% ;
- sa marge brute d'autofinancement et son taux de couverture de la dette, de plus de 500% chacun.

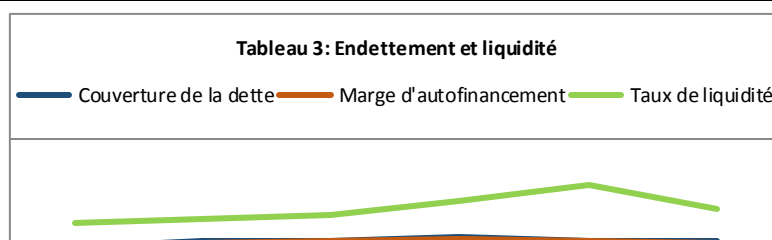
Ces bons résultats ont également positivement et significativement impacté la trésorerie de la société, dont le niveau est passé de 78 M mru en 2016 à 294 M mru en 2020, justifiant un bond du taux de liquidité générale de 112% à 288% sur la même période (tableau 3).



Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Tx d'évolut° du CA		-14,1%	-3,5%	-14%	14,4%	-4,3%
Capitaux propres	134	176	218	301	331	231,92
Résultat net de la période	1,21	42,51	41,60	83,67	29,70	39,74
Taux de rentabilité	0,91%	24,15%	19,11%	27,77%	8,97%	16%



Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Capital social	590	590	590	590	590	590
Situation nette	134	176	218	301	331	232
Perte en capital	-77%	-70%	-63%	-49%	-44%	-61%
Dettes financières	240	240	240	240	240	240
Insolvabilité	179%	136%	110%	80%	72%	116%



Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Couverture de la dette	5%	37%	34%	50%	30%	31%
Marge d'autofinancement	5%	23%	31%	40%	31%	26%
Taux de liquidité	112%	135%	152%	218%	288%	181%
Trésorerie nette	78	179	275	243	214	197,72

2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE

Il ressort des développements précédents, que la société présente un **risque modéré**, malgré la trajectoire positive suivie par ses niveaux de performance au titre de la période couverte par les analyses, mais compte tenu du déficit accumulé précédemment et qui continue d'affecter sa structure financière. Toutefois, la dette affichée de l'Etat pour un montant de 239 645 429 MRU, est en réalité encourue de prise en charge par l'Etat, ce qui justifie sa cote spécifique de risque élevée. Elle est constitutive d'un ensemble de matériel d'exploitation que l'Etat a fini par affecter à un GIE des agriculteurs et la CDD. Cet état de fait fonde les risques budgétaires suivants, en termes de nature et de probabilités d'occurrence :

Nature du risque	Fondement	Probabilité d'occurrence	Estimation globale du risque (Million mru)	Taux de provisionnement	Impacts sur le budget (Million mru)
1. Risques liés à la contre-performance	Inhérents	Modéré	0	50%	0
2. Risque lié à l'accès préférentiels aux crédits garantis souverainement par l'Etat)	Inhérents	Modéré	0	50%	0
3. Risques sur les Prêts rétrocédés par l'Etat		Modéré	0	50%	0
4. Dettes financières non garanties des entreprises publiques		Elevé	240	100%	240
Total			240		240

IV.5 CENTRALE D'ACHAT DES MEDICAMENTS, EQUIPEMENTS ET CONSOMMABLES (CAMEC)

1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE

La CAMEC a enregistré, au titre des exercices 2016 à 2020, un bénéfice moyen d'exploitation annuelle de 5.18 M mru, soit un taux de rentabilité moyen, au titre de la même période de 2% (tableau 1). Ces résultats assez irréguliers et peu soutenus, avec une chute significative accidentelle en 2017, ont permis d'améliorer la situation nette de la société de plus 26% sur la période de référence, ainsi que son insolvabilité, dont le taux a chuté de plus de 40%, allant de 210% en 2016 à 153% en 2020 (tableau 2). Par contre, le faible niveau de performance atteint sur la période considérée a eu peu d'impact positif :

- sur la marge brute d'autofinancement et le taux de couverture de la dette de la société, qui furent, en moyenne, respectivement, de 2% et 5% ;
- sur la trésorerie nette de la société qui fût négative sur toute la période, malgré un taux de liquidité qui s'est peu détérioré (tableau 3).

Tableau 1:indicateurs de rentabilité

Tx d'évolut° des charges (orange) Taux de rentabilité (bleu)

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Capitaux propres	172	161	158	173	217	12 617
Résultat net de la période	6,44	- 27,83	2,48	10,36	34,45	5,18
Taux de rentabilité	3,75%	-17,34%	1,57%	5,98%	15,87%	0,02

Tableau 2: Indicateurs de solvabilité

Perte en capital (bleu) Insolabilité (orange)

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Capital social	137	137	137	137	137	137
Situation nette	172	161	158	173	217	176
Perte en capital	25%	17%	15%	27%	58%	29%
Dettes financières	360	409	353	332	332	357
Insolabilité	210%	255%	224%	192%	153%	207%

Tableau 3: Endettement et liquidité

Couverture de la dette (bleu) Marge d'autofinancement (orange) Taux de liquidité (vert)

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Couverture de la dette	1%	-5%	2%	20%	7%	5%
Marge d'autofinancement	0%	-6%	1%	10%	2%	2%
Taux de liquidité	130%	119%	116%	119%	119%	121%
Trésorerie nette	- 293	- 381	- 270	- 188	-53	-237,12

2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE

Il ressort des développements précédents, que la société présente **des risques budgétaires inhérents d'occurrences significatifs**. En effet, les résultats de la société, tout en étant positifs en moyenne sur toute la période sont très irréguliers, et d'un montant relativement faible (un taux de rentabilité moyen de 2%). La société n'a pas connu de perte en capital, mais continue d'afficher un taux d'insolvabilité très élevé, sa marge d'autofinancement est très limitée et sa situation de trésorerie est négative, malgré la récente restructuration de sa dette. Donc, elle ne présente pas un besoin immédiat et urgent de restructuration ou de mise à niveau, d'où l'absence d'un risque de contre-performance dans un avenir prévisible, sans pour autant qu'il soit exclu. Au rythme de ses résultats, elle peut payer, au moins dans leur majorité, ses dettes affichées, mais sur un terme d'horizon moyen, au mieux des cas. Cet état de fait fonde les risques budgétaires suivants, en termes de nature et de probabilités d'occurrence :

Nature du risque	Fondement	Probabilité d'occurrence	Estimation globale du risque (Million mru)	Taux de provisionnement	Impacts sur le budget (Million mru)
1. Risques liés à la contre-performance de CAMEC	Inhérents	Significatif	0	75%	0
2. Risque lié à l'accès préférentiels aux crédits garantis souverainement par l'Etat)	Inhérents	Significatif	0	75%	0
3. Risques sur les Prêts rétrocédés par l'Etat		Significatif	0	75%	0
4. Dettes financières non garanties des entreprises publiques		Significatif	332	75%	249
Total			332	75%	249

IV.6 LA SOCIETE MAURITANIENNE DES HYDROCARBURES (SMH)

1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE

Comme indiqué dans le tableau, et illustré par les graphiques, ci-contre, la SMH fait état, au titre des exercices 2016 à 2020, d'une perte moyenne d'exploitation annuelle de 159M mru (Tableau 1). Ces déficits récurrents constatés ont conduit l'institution à une situation d'insolvabilité critique : le ratio d'insolvabilité moyen, au titre des exercices 2016 à 2020, est de 379%. Les dettes de l'institution représentent, donc, près du quadruple de ses capitaux propres, ce qui la rend dans l'impossibilité de faire face à ses créances, et donc dans une situation d'insolvabilité certaine (tableau 2). Cette situation est fortement reflétée par:

- la dégradation de sa situation nette, qui ne représente plus que 63% du capital social au 31/12/2020, malgré une capitalisation opérée en 2019 ;
- un taux de couverture de la dette négatif tout le long de la période ;
- une marge d'autofinancement négative sur toute la période de référence, hormis en 2017 suite à un assainissement comptable opéré ;
- La faiblesse et la forte détérioration du taux de liquidité générale de la société, qui est passé du double au simple de 2016 à 2020.

Tableau 1:indicateurs de rentabilité

Tx d'évolut° du CA Taux de rentabilité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Tx d'évolut° du CA		-21,8%	-61,6%	-30%	6,7%	-26,8%
Capitaux propres	- 1 726	149	18	567	464	12 617
Résultat net de la période	- 432,10	- 78,51	- 133,06	- 50,03	- 104,49	- 159,64
Taux de rentabilité	25,04%	-52,82%	-747,28%	-8,82%	-22,53%	- 1,61

Tableau 2: Indicateurs de solvabilité

Perte en capital Insolvabilité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Capital social	132	132	132	732	732	372
Situation nette	- 1 726	149	18	567	464	- 106
Perte en capital	-1405%	12%	-87%	-23%	-37%	-308%
Dettes financières	2 571	50	50	1 036	7 172	2 176
Insolvabilité	-149%	34%	281%	183%	1547%	379%

Tableau 3: Endettement et liquidité

Couverture de la dette Marge d'autofinancement
Taux de liquidité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Aritm
Couverture de la dette	-1%	-102%	-262%	-6%	-1%	-74%
Marge d'autofinancement	-60%	395%	-127%	-59%	69%	44%
Taux de liquidité	45%	144%	90%	19%	20%	63%
Trésorerie nette	51	73	215	313	453	221,11

2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE

Comme constaté précédemment, la société est dans une situation de déficit et d'insolvabilités générale et financière, largement reflété par le caractère régulier et sévère de la détérioration des principaux indicateurs consultés au titre des années de référence. Cette situation justifie le caractère **sévère et élevé** du risque associé à la SMH. Par ailleurs, l'unique dette contractée porte sur des emprunts auprès de BP et KOSMOS pour financer la part de SMH dans le projet GTA, et qui sont garanties par ses parts dans le projet, et remboursables sur ses recettes, ce qui lui donne une note de cote spécifique ordinaire. Cet état de fait fonde les risques budgétaires suivants, en termes de nature et de fortes probabilités d'occurrence :

Nature du risque	Fondement	Probabilité d'occurrence	Estimation globale du risque (Million mru)	Taux de provisionnement	Impacts sur le budget (Million mru)
1. Risques liés à la contre-performance	Risque inhérent	Elevé	0	25%	0
2. Risque lié à l'accès préférentiels aux crédits (prêts garantis souverainement par l'Etat)	Risque inhérent	Elevé	0	25%	0
3. Risques sur les Prêts rétrocédés par l'Etat		Elevé	0	25%	0
4. Dettes financières non garanties des entreprises publiques		Ordinaire	7 172	0%	0
Total			7 172	0%	0

IV.7 SOCIETE MAURITANIENNE DE COMMERCIALISATION DU POISSON (SMCP)

1. MESURES DES PERFORMANCES DE LA SOCIETE

Comme indiqué dans les tableaux, et illustrés par les graphiques, ci-contre, la SMCP a enregistré, au titre des exercices 2016 à 2020, un bénéfice moyen d'exploitation annuelle de 148.82 M mru, soit un taux de rentabilité moyen, au titre de la même période de 48% (tableau 1). Ces bénéfices ont été continus et progressifs, tout le long des exercices 2016 à 2020 (tableau 2), améliorant :

- la situation nette de la société de près de 420%. La société n'a contracté de prêt qu'en fin 2019, crise du Covid oblige, sous forme de facilité de crédit, et dont la plupart a été réglée en 2020.
- sa marge brute d'autofinancement et son taux de couverture de la dette, qui affichent, respectivement, des niveaux satisfaisant de 43% et 177%.

Ces bons résultats ont également positivement et significativement impacté la trésorerie de la société, dont le niveau est passé de 345 M mru en 2016 à 518 M mru en 2020, avec un taux de liquidité générale de 114% en 2020 (tableau 3).

Tableau 1: indicateurs de rentabilité

Tx d'évolut° du CA Taux de rentabilité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Ari tm
Tx d'évolut° du CA		75,4%	35,0%	0%	-21,4%	22,2%
Capitaux propres	175	284	366	351	296	12 617
Résultat net de la période	53,11	131,58	213,01	200,32	146,11	148,82
Taux de rentabilité	30,40%	46,36%	58,14%	57,13%	49,29%	0,48

Tableau 2: Indicateurs de solvabilité

Perte en capital Insolvabilité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Ari tm
Capital social	24	24	24	24	24	24
Situation nette	152	245	631	913	783	545
Perte en capital	536%	928%	2548%	3729%	3187%	2185%
Dettes financières	-	-	-	768	111	176
Insolvabilité	0%	0%	0%	84%	14%	20%

Tableau 3: Endettement et liquidité

Couverture de la dette Marge d'autofinancement Taux de liquidité

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	Moy.Ari tm
Couverture de la dette	-	-	-	34%	177%	42%
Marge d'autofinancement	41%	52%	62%	55%	53%	53%
Taux de liquidité	173%	177%	137%	118%	114%	144%
Trésorerie nette	345	423	663	294	518	448,50

2. ESTIMATION DES RISQUES BUDGETAIRES LIES A L'ENTREPRISE

Il ressort des développements précédents, **que la société présente des risques budgétaires inhérents d'occurrences faibles**, tous les ratios consultés sont au vert. Cet état de fait fonde les risques budgétaires suivants, en termes de nature et de probabilités d'occurrence :

Nature du risque	Fondement	Probabilité d'occurrence	Estimation globale du risque (Million mru)	Taux de provisionnement	Impacts sur le budget (Million mru)
1. Risque liés à la contre-performance de SMCP	Inhérents	Ordinaire	0	0%	0%
2. Risque lié à l'accès préférentiels aux crédits garantis souverainement par l'Etat)	Inhérents	Ordinaire	0	0%	0%
3. Risque sur les Prêts rétrocédés par l'Etat		Ordinaire	0	0%	0%
4. Risque sur Dettes financières non garanties des entreprises publiques		Ordinaire	110	0%	0%
Total			110	0%	0%

V. SYNTHÈSE DES RISQUES BUDGETAIRES DES ENTREPRISES PUBLIQUES SÉLECTIONNÉES

Au 31 décembre 2020, la situation consolidée des entreprises sélectionnées fait état d'un risque global estimé à 34 810 Millions mru, représentant près de 12% du PIB du pays au titre de l'année 2020, détaillé dans le tableau qui suit :

Tableau 5: MATRICE CONSOLIDÉE DES RISQUES BUDGETAIRES (Millions mru)

Données		SOMELEC	SNDE	MAIL	SNAAT	CAMEC	SMH	SMCP	Total
Risque CP	Cote	E	S	E	M	S	E	O	
	Coût du risque brut	6 800	1 960	1 730	-	-	-	-	10 490
	Impact sur le budget	6 800	1 470	1 730	-		-	-	10 000
Risque/PG	Cote	E	S	E	M	S	E	O	
	Coût du risque brut	19 165	257	-	-	-	-	-	19 422
	Impact sur le budget	19 165	192,75	-	-		-	-	19 357,75
Risque/PR	Cote	E	S	E	M	S	E	O	
	Coût du risque brut	368	105	1 065	-	-	-	-	1 538
	Impact sur le budget	368	78,75	1 065	-	-	-	0	1 511,75
Risque/DNG	Cote	E	S	E	E	S	O	O	
	Coût du risque brut	10	332	3 192	240	332	7 172	110	11 388
	Impact sur le budget	10	249	3 192	240	249	-	-	3 940
Synthèse	Coût du risque brut	26 343	2 654	5 987	240	332	7 172	110	42 838
	Impact sur le budget	26 343	1 991	5 987	240	249	-	-	34 810
	Seuil de signification (% du PIB de 2020)	8,95%	0,78%	2,03%	0,08%	0,06%	0,00%	0,00%	12%

Comme illustré par la matrice « risque-impact ci-après, la SOMELEC, la SNDE et la MAIL, dont les risques associés sont les plus sévères concentrant près de 99% du total du risque estimé. Les autres entreprises ne représentent pas de risques significatifs :

Seuil des impacts	Significatif: $\geq 1\%$ du PIB 2020)					SOMELEC-MAIL
	Modéré: $(0.2\% \leq x < 1\%$ du PIB 2020)				SNDE-CAMEC	
	Négligeable: $(< 0.2\%$ du PIB 2020)	SMCP	SMH	SNAAT		
		Risque ordinaire	Risque faible	Risque modéré	Risque significatif	Risque élevé
Classification des cotes des entreprises						

Figure 1: Classifications des cotes des entreprises

La distribution des risques budgétaires montre que les risques sur les prêts garantis représentent 56% du total du risques budgétaires portés sur les entreprises consultés, suivis des risques de non-contre-performance (29%) et du risque sur les dettes non garanties (4%) :

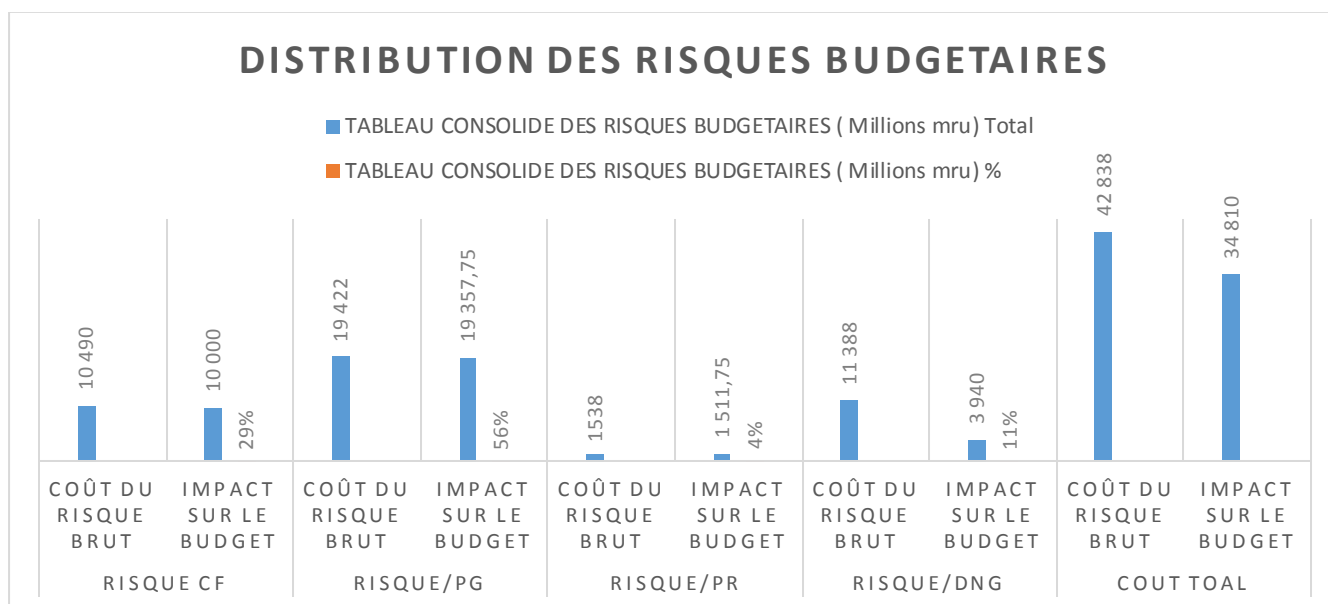


Figure 2: distribution des risques budgétaires

VI. MESURES DE MITIGATION ENVISAGEES

Afin de prévenir, d'identifier, de contenir et de traiter les risques budgétaires inhérents portés par les administrations publiques, il est nécessaires que les mesures suivantes soient adoptées et mises en œuvre par le Gouvernement :

1. L'élaboration de plans d'assainissements des entreprises publiques présentant des niveaux de performances insuffisants, incluant des mesures de capitalisation et de restructuration, mais sans appuis

directs de l'Etat. Au titre de certaines entreprises publiques, notamment le SOMELEC et la SNDE, ces plans ont été élaborés et attendent d'être validés par le comité ministériel qui en a été chargé. Par ailleurs, la Somelec fait l'objet d'un processus de réformes, devant conduire à sa filialisation en trois entités une chargée de la production et du transport, la deuxième prenant en objet la distribution et la commercialisation de l'électricité, et la troisième en charge de l'électrification rurale.

2. l'élaboration d'un système d'information et de suivi-évaluation des administrations publiques auprès de la DTF. Il doit intégrer des bilans de performance au titre des entreprises majeures et couvrir le suivi de tous les risques budgétaires portés par ces administrations ;

3.. l'élaboration et la mise en place de contrats de performances destinés à assurer une gestion saine des entreprises ;

4. Le création d'un comité technique pluri-départemental en charge de l'assainissement et du suivi de la dette des entreprises publiques.

5. la dotation de la DTF d'un appui technique intégré pour une gestion optimale des enjeux, notamment de suivi et de gestion, posés aux entreprises publiques.

ANNEXES

ANNEXE 1: Liste des entreprises commerciales

N°	Sigle	Nom	Classification	Part globale de l'Etat	Secteur d'activité	Date de création
1	ANAC	Agence Nationale de l'Aviation Civile	EPIC	100%	Souveraineté	2004
2	ANARPAM	Agence Nationale de Recherche Géologique et du Patrimoine Minier	EPIC	100%	Mines et énergie	2020
3	ANESP	Agence Nationale pour les Etudes et le Suivi des Projets	EPIC	100%	BTP	2009
4	APCM	Agence des Palais de Congrès de Mauritanie	EPIC	100%	Services	2019
5	EPBR	Établissement Portuaire de la Baie du Repos	EPIC	100%	Pêche	1996
6	ETER	Établissement des Travaux d'Entretien Routier	EPIC	100%	BTP	2020
7	ETR-ML	Établissement d'Exécution des Travaux Réalisés en Matériaux Locaux	EPIC	100%	BTP	2012
8	FM	Ferme de M'Pourié	EPIC	100%	Agriculture	1971
9	IN	Imprimerie Nationale	EPIC	100%	Services	2009
10	LNTP	Laboratoire National des Travaux Publics	EPIC	100%	BTP	2009
11	MAADEN	Société Nationale MAADEN pour l'Encadrement de la Mine Artisanale et Semi Industrielle	EPIC	100%	Mines et énergie	2020
12	MPN	Marché au Poisson de Nouakchott	EPIC	100%	Pêche	2014
13	OCO	Office du Complexe Olympique	EPIC	100%	Services	1991
14	ONSER	Office National des Services d'Eau en Milieu Rural	EPIC	100%	Eaux	2010
15	PAN	Port Autonome de Nouadhibou	EPIC	100%	Transport et infrastructures	1975
16	PANPA	Port Autonome de Nouakchott dit « Port de l'Amitié »	EPIC	100%	Transport et infrastructures	1987
17	PT	Port de TANIT	EPIC	100%	Transport et infrastructures	2019
18	SNDP	Société Nationale de Distribution de Poisson	EPIC	100%	Pêche	2013
19	SOMIR	Société Mauritanienne des Industries de Raffinage	EPIC	100%	Mines et énergie	1988
20	SONADER	Société Nationale de Développement Rural	EPIC	100%	Agriculture	1995
21	STP	Société de Transport Public	EPIC	100%	Transport et infrastructures	2010
22	CH BANK	Chinguetti Bank	SEM	29%	Banques et assurances	1972

N°	Sigle	Nom	Classification	Part globale de l'Etat	Secteur d'activité	Date de création
23	CNM	Société des Chantiers Navals de Mauritanie	SEM	87%	Commerce	2018
24	COMASUD	Compagnie Mauritanienne de Sucre et Dérivés	SEM	79%	Agriculture	2013
25	DAMANE	Damane Assurance	SEM	58%	Banques et assurances	2015
26	MAIL	Mauritanie Airlines	SEM	95%	Transport et infrastructures	2009
27	MAURITEL	Société Mauritanienne des Télécommunications	SEM	46%	Télécommunication	1999
28	SAM	Société des Aéroports de Mauritanie	SEM	66%	Transport et infrastructures	1994
29	SAN	Société des Abattoirs de Nouakchott	SEM	70%	Services	1997
30	SMCP	Société Mauritanienne de la Commercialisation de Poissons	SEM	70%	Commerce	2011
31	SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière	SEM	78%	Mines et énergie	1974
32	SOMAGAZ	Société Mauritanienne de Gaz	SEM	72%	Mines et énergie	1987
33	CAMEC	Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels, Equipements et Consommables Médicaux	SN	100%	Commerce	2009
34	CHSN	Centre Hospitalier des Spécialités de Nouadhibou	SN	100%	Santé	2017
35	ISKAN	Société nationale d'aménagement de terrains, de développement de l'habitat, de promotion et de gestion immobilière	SN	100%	BTP	2010
36	MAURIPOST	Société Mauritanienne des Postes	SN	100%	Télécommunication	1999
37	ONAS	Office National d'Assainissement	SN	100%	Assainissement	2009
38	RM	Radio Mauritanie	SN	100%	Information et TIC	2010
39	SBM	Société des Bacs de Mauritanie	SN	100%	Transport et infrastructures	2008
40	SDIN	Société pour le Développement des Infrastructures Numériques	SN	100%	Télécommunication	2014
41	SMHPM	Société Mauritanienne des Hydrocarbures et de Patrimoine Minier	SN	100%	Mines et énergie	2009
42	SMPL	Société Mauritanienne de Produits Laitiers	SN	100%	Commerce	2015
43	SNAAT	Société Nationale d'Aménagement Agricole et des Travaux	SN	100%	BTP	2015
44	SNDE	Société Nationale des Eaux	SN	100%	Eaux	2001

N°	Sigle	Nom	Classification	Part globale de l'Etat	Secteur d'activité	Date de création
45	SNFP	Société Nationale des Puits et Forages	SN	100%	BTP	2010
46	SOMELEC	Société Mauritanienne d'Électricité	SN	100%	Mines et énergie	2001
47	STM	Société Toumour Mauritania	SN	100%	Commerce	2018
48	TDM	Télédiffusion de Mauritanie	SN	100%	Information et TIC	2010
49	TVM	Télévision de Mauritanie	SN	100%	Information et TIC	2010
50	CDD	Caisse des Dépôts et de Développement	SP	100%	Banques et assurances	2011

ANNEXE 2 : Dettes financière des entreprises publiques (en millions MRU)

Ets	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Moyenne (2018-2020)	Part en 2020
SOMELEC	14 898	16 760	19 332	17 728	19 889	18 983	44,83%
SNIM	16 471	14 504	12 626	11 551	9 321	11 166	21,01%
MAIL	1 755	2 232	2 884	3 997	4 260	3 714	9,60%
SMHPM	2 571	50	50	1 036	7 172	2 753	16,16%
CDD	502	566	642	760	1 096	833	2,47%
SNDE	513	610	629	629	733	664	1,65%
CAMEC	360	409	353	332	332	339	0,75%
SNAAT	311	311	311	311	311	311	0,70%
Mauritel	-	513	293	121	475	296	1,07%
SMCP	-	-	-	768	111	293	0,25%
MAURIPOST	228	222	185	185	182	184	0,41%
ISKAN	287	457	171	171	5	116	0,01%
SAM	165	144	121	115	110	115	0,25%
CH BANK	44	63	65	76	85	76	0,19%
SMPL	-	-	1	35	89	42	0,20%
SNFP	37	39	41	41	41	41	0,09%
CNM	-	-	-	38	79	39	0,18%
IN	25	48	37	40	36	38	0,08%
SOMAGAZ	25	25	25	25	25	25	0,06%
STP	11	8	8	8	8	8	0,02%
SONADER	10	2	2	2	5	3	0,01%
SBM	-	-	0	0	1	1	0,00%
TOTAL	38 212	36 963	37 777	37 970	44 367		100%

ANNEXE 3 : Répartition des dettes des entreprises publique en 2020 (en millions MRU)

Ets	Total dette	Dette r�troced�e	Dette garantie	Dette de prêt budgétaire	Dette directe des administrations non gouvernemental
SOMELEC	19 889	368	19 165	10	345
SNIM	9 321	339	-	-	8 982
MAIL	4 260	1 065	-	3 192	2
SMHPM	7 172	-	-	-	7 172
CDD	1 096	-	703	-	393
SNDE	733	105	257	332	39
CAMEC	332	-	-	332	-
SNAAT	311	-	-	311	-
Mauritel	475	-	-	-	475
SMCP	111	-	-	111	-
MAURIPOST	182	138	-	-	44
ISKAN	5	-	-	-	5
SAM	110	75	-	-	0
CH BANK	85	-	-	-	85
SMPL	89	-	-	89	-
SNFP	41	-	-	33	8
CNM	79	-	-	79	-
IN	36	-	-	27	8
SOMAGAZ	25	-	-	-	25
STP	8	-	-	8	-
SONADER	5	-	-	-	5

ANNEXE 3 : Répartition des dettes des entreprises publique en 2020 (en millions MRU)

Ets	Total dette	Dette r�troced�e	Dette garantie	Dette de prêt budgétaire	Dette directe des administrations non gouvernemental
SBM	1	-	-	-	1
Total	44 367	2 091	20 125	4 525	17 590

ANNEXE 4: Définition et mode de calcul des risques

Risque	Définition	Estimation du risque
1. Risques liés aux contreperformances opérationnelles	Risques résultant des contreperformances opérationnelles. L'importance des déficits d'exploitation, requérant de l'Etat des dépenses additionnelles, sous formes diverses, en vue de leur restructuration.	Le coût des mesures de restructuration. Dans le cadre de ce rapport, ce coût correspond au montant de la perte en capital affichée par l'entreprise (mise à niveau du capital social).
2. Risque lié à l'accès préférentiels aux crédits (prêts garantis souverainement par l'Etat)	Ces risques résultent des engagements donnés par l'Etat en garantie d'un passif accordé à une entreprise publique, et dont la réalisation dépend de la survenance d'un évènement en dehors de son contrôle et qui induirait une hausse imprévue des dépenses publiques ou de la dette de l'Etat, créant ainsi une déviation par rapport aux prévisions initiales.	Le montant du prêt garanti affecté du taux du risque de l'institution.
3. Risques sur les Prêts rétrocédés par l'Etat	L'Etat contracte directement des prêts auprès des créanciers extérieurs. Ensuite, il transfère le financement à la structure étatique sur la base d'un accord de rétrocession. A l'échéance, l'Etat rembourse le créancier et fait un appel de fonds auprès du bénéficiaire final de l'emprunt (entreprise publique).	Le montant du prêt rétrocédé affecté du taux du risque de l'institution.
4. Dettes financières non garanties des entreprises publiques	Le risque de non recouvrement, et donc d'abandon total ou partiel, par l'Etat d'une dette sur une entreprise publique en difficultés. Il s'agit d'une deuxième catégorie de risque de contreperformance.	Le montant de la dette affecté du taux du risque de l'institution.